

LISTE DES ACCRONYMES

BCM : Banque Centrale de Madagascar

BFV : Banque nationale pour la recherche

BICM : Banque Industrielle et Commerciale de Madagascar

BMOI : Banque Malgache de l’Océan Indien

BNI : Banque Nationale pour le développement industriel

BNP : Banque Nationale de Paris

BTM : Bankin’nyTantsahaMpamokatra

BTM : Banque nationale pour le développement rural

CECAM : Caisse d’Epargne et de Crédit Agricole Mutuel

CEM : Caisse d’Epargne de Madagascar

CREAM : Centre de Recherche, d’Etudes et d’Appui à l’analyse économique à Madagascar

CSBF : Commission de Supervision Bancaire et Financière

CT : Court Terme

GAB : Guichets Automatiques des Banques

IMF : Institution de Micro Finance

LT : Long terme

MCA: Millennium Challenge Account

MCB: Mauritius Commercial Bank

MT : Moyen terme

PIB : Produit Intérieur Brut

SBM: State Bank of Mauritius Madagascar

SFOM : Société Financière d’Outre-Mer

SGR : Société Générale de Recouvrement

UCB : Union Commercial Bank

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : part des marches des banques en pourcentage.....	30
Tableau 2 : Evolution de l'indicateur « prive » (en milliards d'ariary).....	31
Tableau 3: Evolution de l'indicateur « privy » (en milliardsd'ariary).....	34
Tableau 4 : Répartition des crédits à court terme par secteur d'activité.....	38
Tableau 5 : Répartition des crédits à long terme par secteur d'activité	39
Tableau 6 : Taux de croissance économique (TCE).....	40
Tableau 7 : Répartition du PIB par secteur d'activité (en %).....	41

INTRODUCTION GENERALE

La stimulation de l'investissement est au centre de la préoccupation des pays en voie de développement dans leurs perspectives de croissance. Selon la théorie dominante, c'est l'épargne, provenant du sage conduit des particuliers qui permet l'investissement. Cependant, au dépend de l'industrialisation nécessitant une capacité immense de capital, il est devenu indispensable que des institutions interviennent pour jouer le rôle d'intermédiaire entre l'épargne et l'investissement. C'est le rôle particulier des banques. Suite au passage de Madagascar dans le système à économie libérale, les banques primaires au premier rang du financement de l'économie se sont retrouvé libre d'orienter leurs crédits bancaires vers ceux qui leurs sont plus avantageux. Sans tenir compte de l'intérêt de la nation. Cependant, pour pouvoir développer une Nation, vu le contexte de rareté qui existe dans tous les domaines, il est essentiel de privilégier certains secteur au dépend d'autres. Il est nécessaire alors d'adapter le système bancaire vers le secteur où il peut favoriser la croissance et le développement. De la se pose la question : comment adapter le système bancaire pour qu'il favorise la croissance de l'investissement privé et permette la croissance et le développement ? Plus spécifiquement, c'est l'orientation du crédit qui joue le rôle primordiale dans l'efficience de l'investissement sur la croissance économique. Dans quel sens alors l'orientation de crédit favorise-t-il l'investissement ? Compte tenu de la faiblesse du système productif, notamment la situation industrielle qui reste encore embryonnaire ; on constate une potentiel forte tant dans la capacité de production que dans le besoin en produit du secteur primaire ; l'hypothèse émis est alors que l'orientation à terme du crédit dans le long terme et vers le secteur primaire favorise le développement. Ce travail tentera d'apporter des éclairci cément au problème de l'efficience du crédit et des hypothèses émises. Pour cela, la première partie va se consacrer aux approches théoriques du système bancaire et de l'investissement et la deuxième partie veillera à la compréhension du problème et à l'interprétation des hypothèses émises. Les données utilisé dans ce travail sera des données secondaire compte tenue de l'existence de ces données dans les institutions tel que l'INSTAT, la banque centrale et d'autres encore. Ces données se porteront généralement sur l'année 2002 à 2006 ; la justification à cela est que ce période est une période de stabilité politique et que le gouvernement a pu mettre en place des politiques de développement. La constatation et l'interprétation des données sont alors exempté du biais de l'instabilité politique et de l'incertitude des investisseurs dû à cette instabilité.

PARTIE I GENERALITES SUR LE SYSTEME BANCAIRE ET L'INVESTISSEMENT PRIVE

Introduction Partielle

L'étude de l'interaction entre l'investissement privé et le système bancaire nécessite en premier lieu la connaissance théorique de ces deux unités. C'est pour cela que cette première partie va se consacrer à l'apport des connaissances théoriques de l'investissement et du système bancaire. Le premier chapitre sera consacré au système bancaire tandis que la seconde à l'investissement privé

Section 1 LE SYSTEME BANCAIRE

CHAPITRE I LE SYSTEME BANCAIRE EN GENERAL

A. DEFINITION

La banque est une entreprise qui fait habituellement de recevoir du public sous forme de dépôts ou autrement, un fonds qu'elle emploie pour son propre compte en opération d'escompte, en opérations de crédit ou en opération financière.

De par cette définition, on constate 3 éléments essentiels :

- La banque en tant qu'entreprise c'est à dire ayant un but lucratif qui est la recherche d'un profit.
- Le fond reçu du public : impliquant la volonté des agents épargnants à placer leurs fonds dans les banques en vue de recevoir des intérêts en retour qui est déterminé par le taux d'intérêt. Et
- L'emploi de ces fonds : qui seront alloués aux agents ayant des besoins de financement. En contrepartie du remboursement de ces fonds et des intérêts déterminée par le taux d'intérêt.

Cependant, cette définition se heurte à la multiplicité des activités bancaires. Plus généralement, on peut définir les banques comme des organismes ayant pour activité principale l'intermédiation entre les agents ayant un excès de fonds et ceux ayant des besoins de financement. Cette dernière définition nous conduit à l'analyse du mode de fonctionnement des banques

B. Type de banques'

Les banques peuvent différer en fonction de leurs activités. On dénombre généralement trois types de banque, à savoir les banques de dépôts, les banques d'affaires et les Banques de développement

1) Les banques de dépôts :

Ce sont plus généralement des banques commerciales qui interviennent comme son nom l'indique dans la réception des dépôts des agents et se charge de la répartition de crédit. Elles ont comme mode d'action le crédit à court terme et la minimisation des risques par la répartition de ses risques sur un maximum d'opérations.

Les principaux services des banques de dépôt sont :

- ❖ Le paiement des chèques
- ❖ La classification des quittances
- ❖ L'exécution de transfert de fonds ou virements
- ❖ L'encaissement de chèques ET d'effets de commerce ainsi que leur domiciliation
- ❖ La garde des titres ET l'encaissement des coupons correspondants
- ❖ Les placements des emprunts publics
- ❖ La participation aux modifications des capitaux des sociétés
- ❖ Le paiement des coupons au guichet
- ❖ La délivrance de devises
- ❖ La location de coffres

¹ Cf. ZERAH D., l' économie par les textes, Rosny, Breal, Collection « les déterminants de l' économie»

❖ Les opérations avec l' étranger dans le cadre de la réglementation de change. Elles utilisent quatre principaux types de techniques de crédits qui sont le crédit en compte, l' escompte sur gage et le crédit par signature. Et parmi les crédits octroyés figurent:

❖ L'escompte des effets de commerce ET des bons de trésors

❖ Les facilités de caisse ET découverts

❖ Les avances sur le marché public

❖ Les avances sur marchandises ET l'escompte de warrant

❖ Les cautions de toutes sortes

❖ Les crédits documentaires

❖ Les crédits à court, moyen terme ET long terme

❖ Les avances sur tous titres

❖ Les prêts personnels aux particuliers

2) Les banques d'affaires :

Selon le décret du 25 janvier 1966, « la banque d'affaire est une Entreprise dont l'activité principale est l'octroi de crédit, la prise et la gestion de participation Dans des affaires existantes ou en formation »². On distingue pour ce type de banque les hautes banques et les banques d'affaires proprement dites.

a) Les hautes banques

Leurs développements ont commencé notamment au XIX^e siècle. A cette époque, elles avaient des caractères confessionnels à l'exemple de la haute banque catholique ou de la haute banque Juive. Ces ressources proviennent de ses familles ou confession. Son mode de financement se fait par le système de participation.

b) Les banques d'affaires proprement dites

Elles sont constituées sous forme de société anonyme créée dans le but de concurrencer les hautes banques face à leur domination dans les crédits à long terme. Ces ressources contrairement aux hautes banques émanent de nombreux actionnaires cependant comme

²Philippe GARSUAULT ; « La banque : fonctionnement et stratégie » ; Edition CFPB ; p 2

les hautes banques, elles reprennent le système de participation pour le mode de financement des industries. Elles investissent une grande partie de ces capitaux dans les industries récentes comme l'industrie pétrolière et électrique.

3) Les banques d'investissements³

Sa particularité est qu'elle ne reçoit pas les dépôts des Particuliers. Elle a des clients, mais il s'agit essentiellement d'entreprises et d'investisseurs qui recherchent, soit à se financer soit à placer leurs liquidités. Ne recevant pas de dépôts des particuliers, les banques d'investissement indépendantes recherchent la liquidité auprès des autres banques, ou de la Banque centrale, ce qui explique en partie qu'en cas de crise de liquidité, elles soient les premières touchées.

Les banques d'investissement ont essentiellement trois types d'activités. Le premier est hérité des banques d'affaires et consiste à faire du conseil, notamment en fusion-acquisition. L'autre ensemble d'activités est lié au financement des entreprises. Les banques d'investissement organisent les augmentations de capital, les introductions en bourse, le lancement d'emprunts obligataires. Enfin, le troisième type d'activités vise à trouver les placements financiers ou les couvertures les plus rentables. La banque sert d'intermédiaire à ses clients sur les marchés financiers et sur les marchés des changes.

C . Le rôle du système bancaire dans la croissance et le développement

Le système financier en général joue un rôle important, voire même centrale dans le développement vu que c'est l'accumulation de capital qui est à la base de la croissance économique. Selon, le professeur RAVELOMANANA Mamy : « Le système financier est destiné en priorité à pourvoir en ressources financières les entreprises afin que ces dernières puissent investir et créer de la valeur »⁴. La théorie dominante stipule que c'est la croissance économique qui conduit au développement. Pour mieux appréhender la contribution du système bancaire dans le développement, il est en premier lieu nécessaire de connaître ses canaux de transmission dans la croissance économique.

1) Les canaux de transmission du secteur bancaire dans la croissance économique

La transmission des activités du secteur bancaire vers la croissance de long terme se fait par deux principaux canaux. Ce sont le taux d'investissement et la productivité marginale Du capitale

³ www.Lafinancepour tous.com

⁴ Redaction de Midi Madagasikaradu 10 décembre 2015

a) Le taux d'investissement

L'évolution de ce taux est fonction du niveau et de l'allocation de l'épargne dans l'investissement.

i) Impact du système bancaire sur le taux d'épargne

Pagano (1993), dans son modèle stipule que le développement des intermédiaires financiers permet une meilleure protection des ménages, cela les incite à diminuer leur épargne de précaution. En outre, les effets de la diversification du portefeuille sur le taux d'épargne dépendent du coefficient d'aversion pour le risque des ménages. Javelle et Pagano (1994) démontrent que ce desserrement de la contrainte de liquidité, découlant du développement des intermédiaires financiers incite les jeunes ménages à moins épargner.

De Gregorio (1994) souligne que les contraintes de liquidités dues au faible développement des Intermédiaires financiers ou leur imperfections ont une influence positive sur le taux d'épargne des ménages, et donc sur le taux de croissance de l'économie. Cependant, si les difficultés d'emprunt des Ménages conduisent à une moindre accumulation du capital humain, le taux de croissance de l'économie pourrait être négativement affecté.

ii) Part de l'épargne allouée à l'investissement

Du point de vue des entreprises, le développement des intermédiaires financiers a pour effet l'augmentation de la part des ressources orientées vers l'investissement. En effet, les entreprises gardent moins d'épargne de précaution car elles peuvent se tourner vers les banques en cas de crise de liquidité ou en cas d'opportunité d'investissement (Bencivenga et Smith, 1991). De plus, en raison de l'existence d'un contrat de dette, les dirigeants des entreprises sont surveillés par les prêteurs, et la probabilité de détournement de ressource diminue.

Du point de vue des ménages, grâce au développement des intermédiaires financiers, la part de l'épargne qu'ils déposent dans les circuits financiers est plus élevée. En effet, les intermédiaires financiers permettent d'allier le besoin de détenir des liquidités et le désir de constituer une épargne Longue. Dans le modèle de Damon et Dybvig (1983), les banques n'allouent pas toutes les ressources dont Elles disposent et gardent une partie de ces liquidités. Ce comportement est dû au risque de « course Aux dépôts » auquel elles sont exposées et pouvant les conduire à la faillite. Dans les pays en Développement cette tendance est accentuée tout d'abord du fait qu'en raison des risques Macroéconomiques et pour des raisons culturelles, les agents préfèrent détenir des liquidités et Transforment facilement leurs dépôts en monnaie fiduciaire ; puis, le fait que les banques secondaires Sont conscientes du fait que la banque centrale n'a pas les moyens d'intervenir en tant que prêteur En dernier ressort ; et enfin, le fait que lors des restructurations bancaires, les banques restant en Activité sont incitées à détenir plus de liquidités.

b) Productivité marginale du capital

L'évolution de cette productivité est pour sa part fonction : soit de la gestion du risque de liquidité, Soit du financement d'investissement plus productif grâce à la diversification des portefeuilles et la Collecte des informations.

i) La gestion du risque de liquidité

Bencivenga et Smith (1991) présentent un modèle intergénérationnel à trois périodes ou l'économie Comporte deux actifs. Le premier, liquide rapporte un rendement r pour une unité investie à la Période t , quelle que soit la date de liquidation. Le second, illiquide, rapporte n unités à la période $T+2$ et x unités si l'investissement est liquide a la période $t+1$. Les intermédiaires financiers ont un Impact positif sur le taux de croissance grâce à deux mécanismes : tout d'abord, ils entraînent un Accroissement du taux de rentabilité du capital en dirigeant l'épargne collectée vers des Investissements peu liquides mais productifs ; enfin, ils évitent des liquidations prématurées du Capital. Sans intermédiaires financiers, un agent ayant un besoin de liquidité en $t+1$; vend les actifs De l'entreprise dans laquelle il a placé son épargne en t , et le taux de croissance est moins important En $t+2$.

ii) L'orientation de l'épargne vers des placements plus productifs

Barthelemy et Varoudakis (1994) construisent un modèle dans lequel la principale fonction des Banques est de collecter des informations sur les projets d'investissements. Comme les couts de Recherche des informations sont indépendantes des masses financières traitées par le secteur Financier, plus le montant de l'épargne est important ; plus la productivité du travail dans les banques Est élevée. Le développement du secteur financier entraine une plus grande concurrence bancaire, Une augmentation de la taille des banques et un accroissement de la plupart de l'épargne allouée aux Investissements. Lorsque le secteur financier est faiblement développe ; en raison de l'existence de couts fixes et d'effets d'apprentissage ; la productivité marginale du travail est moindre. Cette Situation correspond à l'équilibre << bas >> de piège de pauvreté ou le démarrage du processus de Croissance est bloqué. Pour que l'économie converge vers l'équilibre << haut >>, la taille du secteur Financier doit dépasser un seuil critique.

2) Contribution des banques au financement du développement

De par sa place importante dans la croissance économique, le système bancaire est l'un des partenaires de l'Etat en matière de développement du fait qu'il Joue un rôle primordial dans la création et la mobilisation des ressources de développement. Il est également capable de fournir la garantie et l'expertise Nécessaire au bon choix des projets de développement et prémunir les investisseurs publics et prives contre les risques de dérapage et de mauvaise gestion. En effet, les crédits de campagne, le soutien d'une activité commerciale ou des

services sont autant de contribution au financement du développement que les financements de création industrielle ou d'infrastructures agricoles ou encore d'autres activités économiques. La participation du système bancaire au développement se concrétise donc dans le rôle que doit jouer le système bancaire à savoir : la collecte de l'épargne disponible, la création de l'épargne productive, la création de l'investissement productif, L'investissement direct et la coopération technique.

a) Influence sur l'épargne

Tout d'abord en ce qui concerne l'épargne disponible, les banques canalisent l'épargne sous diverses Formes puis la redistribue dans l'économie en crédits a des agents économiques organisés et Productifs. En ce qui concerne la création de l'épargne productive, le système bancaire représente la Seule et unique structure institutionnelle capable d'induire, de créer, de développer et de motiver l'épargne productive : l'orientation des liquidités disponibles vers des canaux qui doivent être transformés par la suite en investissement productifs en faveur de l'épargnant et du pays en général. Raison pour laquelle, le système bancaire est important dans les pays du tiers monde caractérisés par une faible propension à épargner. La fuite des capitaux nationaux à l'étranger semblant être plus ou moins forte, l'acquisition spéculative au nom des biens réels plus ou moins productifs et plus ou moins nécessaires constituant le mode essentiel de la transformation des disponibilités liquides au niveau des ménages et la fiscalité aussi bien directe qu'indirecte frappant la Production et la consommation est lourde, de plus elle est inégalement répartie et peu indicatrice de l'accumulation du capital productif.

b) Influence sur l'investissement

En ce qui concerne la création des investissements productifs, l'intermédiation bancaire joue un rôle de financement de l'investissement indirect tout d'abord : octroi des crédits d'investissement aux Agents économiques. En effet, la banque est en mesure de sélectionner, encourager, soutenir l'investissement productif de l'entreprise et décourager et même éliminer les mauvais choix. Par ailleurs, l'économie dans le tiers monde est entrée dans une phase de création de richesse, où les contraintes de ressources productives sont devenues plus contraignantes et les problèmes de gestion deviennent primordiaux, c'est alors que le rôle du système bancaire qui consiste à orienter les Ressources disponibles vers les meilleurs projets de développement devient crucial ; puis de l'investissement direct : la création des portefeuilles productifs, fait d'affaires, directement créés et gérés à travers ses filiales, le soutien plus ou moins direct des projets industriels, agricoles ou commerciaux. C'est ainsi que les systèmes monétaires et financiers des pays en voie de développement doivent trouver les moyens afin de stabiliser les ressources des banques, renforcer les capitaux propres et inciter les banques à prendre une part plus active dans la création directe des projets qui leurs sont propres.

En ce qui concerne la coopération technique, le système bancaire national doit jouer le rôle de Conseiller et de guide, de formation des cadres financiers des entreprises à tous les niveaux, et Particulièrement de la formation des cadres capables d'évaluer les projets. En fait, tous ces aspects Concrétisent la fonction des banques comme conseiller de développement.

CHAPITRE II LE SYSTEME BANCAIRE MALAGASY

A. Historique des banques malgaches

Voici quelques histoires chronologiques du système bancaire Malagasy

- Colonisation : caractérisé par l'économie de troc ; pas de monnaie nationale en circulation ; seul les monnaies étrangères circulaient dans les ports de Madagascar
- En 1886 : instauration du bureau du Comptoir National d'Escompte de Paris à Antananarivo
- 1925 : création de la banque de Madagascar
- à partir de 1950 : installation de banque étrangère à Madagascar Ce sont les filiales des Banques françaises comme la BMC (Banque de Madagascar et des Comores) en mars 1950, la BFC (Banque Franco-Chinoise) en 1951, la BAMES (Banque Malgache d'Escompte et de Crédit), la BNCI OI (Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie de l'Océan Indien) et les deux organismes financiers qui sont : le Crédit de Madagascar (CM) et la Société Nationale d'Investissement (SNI).
- Le décret du 30 juin 1963 désigne le « Franc Malagasy » comme unité monétaire de Madagascar, monnaie garantie par l'encaisse de métal et de devise de la Zone Franc. Dans ce temps, c'est l'IEM (Institution d'Émission Malgache) qui gère l'évolution de la monnaie malgache à la place de la BMC. C'est IEM qui définit la politique monétaire et qui élabore de nouvelles techniques bancaires. Le Crédit de Madagascar (CM) se transforme en juin 1960 en SMIC (Société Malgache d'Investissement et de Crédit) et en 1963 devient Banque Nationale Malgache pour le Développement (BNM)
- 1973 créations de la banque centrale pour remplacer l'IEM
- En 1975, le système bancaire malgache a été nationalisé. Le système comprenait : une banque centrale, quatre banques commerciales privées et une banque de développement.

- Décembre 1976 naissance de la BNI (Banque Nationale pour l'Industrie) créée par la fusion de la BNM et de la BCIM. La BNM fusionnait avec la BAMES pour former la BTM (Banque Nationale pour le Développement Rural). A la mi-janvier 1977, la BCM et la BFCM se regroupaient au sein de la BFV (Banque du Commerce). Cestrois nouvelles banques appartenaient totalement à l'Etat.
- Privatisation : la BTM, la BNI, la BFV ont été transformées en sociétés anonymes après l'ordonnance sur la réorganisation bancaire de 1988 Cette libéralisation, accompagnée d'un désengagement de plus en plus de l'Etat, a conduit à la diversification et apparition d'un esprit concurrentiel entre les banques. La diversification des banques permet d'avoir :
 - BFV-SG (BFV- Société Générale)
 - BOA Madagascar (Bank Of Afrika) qui a créé la première société de crédit-bail appelé Equip bail Madagascar. BMOI (Banque Malgache de l'Océan Indien) née en Octobre 1988
 - Le SBM (State Bank of Mauritius)
 - La BNI-CL (Crédit Lyonnais) née vers 1991
 - L'INVESTICO (Banque d'affaire)
 - L'UCB (Union Commerciale des Banques)

B. la situation des banques malagasy avant la privatisation

Avant la privatisation, le système bancaire malgache est constitué de six banques commerciales et d'une banque d'affaire. Les six banques Commerciales sont : la BMOI filiale de la BNP, la BNI (Crédit Lyonnais), l'UCB, la BFV-SG et la BTM – BOA Madagascar filiale de la Bank Of Afrika. La seule banque d'affaire à Madagascar était l'INVESTICO. Les principales sources des banques à cette époque sont les dépôts et les crédits. Depuis la nationalisation, on a assisté à un recentrage en direction de l'investissement et de la production par le secteur privé. En 1991 et en 1994, on a enregistré une proportion relativement élevée du crédit bancaire alloué au secteur privé. Puis, les emprunteurs privés pouvaient bénéficier des crédits des deux banques d'Etat (la BFV et la BTM) principalement pour l'importation de marchandise. La part de crédit octroïé par ces banques avait alors augmenté. Cependant, le non recouvrement des fonds avaient conduit les banques en faillites au milieu des années 70. A cette époque, le système bancaire était déterminé par des politiques mal gérées à l'égard d'un pouvoir public qui ne contrôle pas le déficit budgétaire. Ces problèmes de gestion et de non recouvrement ont amené l'Etat à appliquer la privatisation afin d'améliorer les banques malgaches ainsi que les qualités de leurs portefeuilles. La présence de l'Etat dans le capital des banques n'est pas propice au développement du secteur bancaire. L'existence du système bancaire entièrement privé

renforce l'économie. En se désengageant complètement du capital des banques, l'Etat favorise la concurrence, ainsi le cas de la BFV et de la BTM. La privatisation de la BFV est finalisée en novembre 1998, et octobre 1999 pour la BTM. La privatisation de la BFV et de la BTM a conduit surtout au transfert des créances non reprises d'un montant de 493 milliards, du patrimoine immobilier et foncier ainsi que des participations des deux établissements à des structures de recouvrement et de gestion ; à l'injection par l'Etat, au bilan des deux banques d'une partie des bons de trésor émis (266 milliards), en contrepartie des actifs non cédés ; enfin à la mise en œuvre d'un plan social, pour adapter l'effectif aux nouvelles dimensions des réserves et aux actifs repris.

C. La situation des banques malagasy après la privatisation

Après la privatisation, des changements majeurs ont été constatés surtout sur l'ensemble des bilans, les dépôts, et les crédits octroyés par le système⁵.

1) Sur l'ensemble des bilans

Le total des bilans des établissements de crédit s'élève à 5668 milliards à fin 2000 contre 4931 milliards au 31 décembre 1999, soit une hausse de 737 milliards, soit donc une croissance de (+16.7 %). Pour l'actif, le mouvement s'explique essentiellement par la trésorerie (+256 milliards), les crédits (+417 milliards) et les immobilisations (+33 milliards) dont les accroissements sont respectivement de 13.7 %, 20.8 % et 14.5%. La part de la trésorerie sur le total du bilan s'est stabilisée autour de 37.6% comme en 1999. Les encours de crédits nets des provisions représentent 42.7% du total de l'actif, leur part a enregistré une hausse continue d'année en année (36.6 % en 1997, 39.8 % en 1998, 40.7 % en 1999 et 42.7% en 2000). La part des immobilisations n'a pas connu d'évolution et reste au même niveau en 2000. Du côté du passif, les dépôts et les fonds propres montrent un accroissement respectif de 598 milliards (+16.0 %) et de 66 milliards (+17.4 %) par rapport à ceux de l'exercice précédent. Pour les dépôts, ils constituent 76.4 % du total des ressources qui est en légère hausse par rapport à l'année 1999 (75.7 %). La part des fonds propres est restée à 7.7 % en 2000. Depuis la privatisation (en 2000), le secteur bancaire est caractérisé par une forte liquidité, soutenue par une hausse des dépôts (+598 milliards), plus rapide que celle des crédits nets de provision (+417 milliards). Ainsi, le total du bilan du secteur bancaire a évolué plus vite (+14.9 %) que l'indice des prix de fin d'année 2000 (+8.7 % en type traditionnel et +11.2% en type moderne) et représente 21.6 % du Produit Intérieur Brut, contre 21.1 % en 1999.

⁵ « Rapport CSBF (Commission de Supervision Bancaire et Financière) 2000 » ; p 26

2) Sur les dépôts⁶

A la fin de l'année 2000, le total des ressources collectées auprès de la clientèle ressort à 4329 milliards, soit un accroissement de 598 milliards (+16 %) par rapport à la fin de l'année 1999. La hausse des dépôts en monnaie locale s'est poursuivie, mais à un rythme plus lent que celui de l'exercice précédent (+9.6 contre +16.6 en 1999), alors que les dépôts en Monnaies étrangères ont enregistré une augmentation de 54.5 % en 2000 contre 25.7 % en 1999. La croissance soutenue provient surtout des fonds déposés par les nouveaux investisseurs, des recettes d'exportation non cédées qui, d'une part bénéficient, d'un taux de rémunération plus conséquent et d'autre part, attendent un éventuel repli du FMG. L'évolution des dépôts s'explique par l'accroissement de 259 milliards des dépôts à vue (+9.6 % qui ressortent à 2963 milliards). Les dépôts des entreprises privées et des particuliers conservent une part prédominante mais avec une légère baisse, 72 % du total à fin 2000. La progression des dépôts non ventilés comme le bon de caisse, déjà constatée au cours des exercices antérieurs (2.5 % en 1997 à 9.7 % en 2000), se confirme dépense de celle des dépôts du secteur public qui ne cesse de se contracter (16.1 % en 1998, 14.4 % en 1999 et 13.5 % en 2000) suite à la privatisation de sociétés d'Etat.

3) Sur les crédits octroyés par les banques

Les encours bruts de crédits à la clientèle ont augmenté de 20.6 % en valeur nominale (contre 8.0 % en 1999) pour atteindre 2514 milliards. En réintégrant, d'une part, les filtrations de créances opérées par les banques (6.1 milliards en 2000) et en neutralisant l'incident des agios réservés (89 milliards en 2000), d'autre part, les encours réels s'élèvent à 2432 milliards faisant ressortir une augmentation effective de 21.3 % contre 21.4 % en 1999. Après le processus de privatisation, il y a une augmentation de crédits, dans plusieurs secteurs d'activité.

Section 1 L'INVESTISSEMENT

CHAPITRE I GENERALITES

A. Définition

Investir est une réalité consistant à employer des capitaux en vue d'accroître la capacité productive d'une entité pour l'amélioration de son rendement. La décision d'investir se détermine par la confrontation et l'analyse de la situation présente au sein de l'entité.

⁶ « Rapport CSBF (Commission de Supervision Bancaire et Financière) 2000 »

Certains économistes définissent ce terme par l'affectation d'une part du revenu non consommé destinée à acquérir les moyens nécessaires à l'exploitation de l'entreprise en vue d'obtenir un meilleur rendement et d'élargir son domaine d'activités.

Autrement, l'investissement représente tout sacrifice des ressources dans le moment présent visant à obtenir dans le futur des résultats échelonnés plus satisfaisants. L'investissement peut être public ou privé selon l'institution qui prend l'initiative de l'effectuer.

B. Classification des investissements

Les investissements peuvent être classifiés selon les quatre (04) critères suivants :

1) Investissements public et investissements privés :

- Investissements publics : Il s'agit d'un investissement public si c'est le gouvernement qui se charge de toutes les instructions de pouvoir réaliser le programme d'investissement tel le cas des dépenses publiques effectuées par une autorité décentralisée dans une région.
- Investissements privés : l'investissement se définit privé si c'est une entreprise ou un particulier ou les promoteurs qui s'acharnent de réaliser le programme.

2) La nature et l'ampleur des investissements :

- Les investissements financiers : ce sont les prêts et les crédits à long terme, ou encore l'achat de titres de participation.
- Les investissements corporels : ils regroupent tous les actifs physiques permettant d'augmenter le patrimoine de l'entreprise.
- Les investissements incorporels : ils représentent tous les brevets, les licences, les fonds de commerce et les dépenses pour l'étude, la recherche et l'innovation.

3) La finalité des investissements :

- Les investissements productifs : ils concernent tous les projets d'une production destinés à être vendus sur les marchés des biens et services.
- Les investissements non directement productifs : ce sont les investissements relatifs à la santé, l'aménagement, la construction, etc....

4) Les objectifs des investissements :

Les objectifs sont différents selon que l'investissement soit privé ou public mais ce qui nous intéresse dans cet analyse c'est la question de l'investissement privé, d'où :

✓ Objectif économique:

- Investissements de remplacement : il s'agit de renouvellement en neuf des équipements à caractéristiques identiques que les précédents, c'est-à-dire, le maintien en l'état du stock de capital.
- Investissements de modernisation : c'est l'amélioration de la productivité et de la qualité des produits par la rationalisation de la production, c'est-à-dire, le recours à la minimisation des coûts de production contrainte de l'obtention d'une meilleure qualité.
- Investissements d'expansion : ce type d'investissements est destiné pour permettre à l'entreprise de faire face à l'éventuelle augmentation de la demande soit par le lancement de produits nouveaux pour obtenir une recette accrue, soit par le développement de la production.
- Investissement stratégique : ces investissements sont consacrés juste dans le cadre de recherche et développement, de formation du personnel, ils peuvent être à caractère défensif pour protéger l'entreprise contre l'évolution du marché et à caractère offensif pour que l'entreprise puisse s'adapter parfaitement à l'évolution technologique dans son domaine.

✓ Objectif social : un investissement doit être réalisé dans le but de l'amélioration des conditions de travail, du bien-être et de la sécurité des salariés.

✓ Objectif financier : pour apprécier la performance et pour qualifier la situation financière de l'entreprise.

REMARQUES

Il existe d'autres critères pour dégager les différents types d'investissements existants tels que :

5) Les interrelations des investissements :

Comme les investissements dépendants entre eux, les investissements indépendants et les investissements mutuellement exclusifs ou incompatibles (remplir les mêmes fonctions et conditions).

6) Les investissements bruts et les investissements nets :

- Investissements bruts : ensemble de tous les investissements effectués durant une période d'activité
- Investissements nets : constitués par le volume des investissements acquis en remplacement de ceux qui sont détériorés.
- Investissements d'infrastructures et investissements de superstructures :
 - Investissements d'infrastructures : cette opération consiste à mettre en place des éléments nécessaires pour relancer la croissance. Ce type d'investissement est mené par l'Etat parce que cela nécessite un fonds important.
 - Investissement de superstructure : c'est l'ensemble des équipements nécessaires aux activités directes des entreprises comme les machines et les outillages.
- Investissement direct et investissement financier :
 - Investissement direct étranger ou IDE : selon la définition donnée par le FMI, ce sont les « investissements réalisés par une entité résidente d'une économie dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente à une autre économie (relation de long terme) »⁷.
 - Investissement financier ou investissement de Porte Feuille : selon la définition du Manuel de la Balance des Paiements (FMI, 1993) : « sont considérés comme IP, les investissements d'une entité résidente d'une autre économie dans une entreprise locale et qui ne dépassent pas 10% de ses actions ou droits de vote... Ils sont réalisés pour des raisons typiquement financières et ils n'impliquent pas de relation de long terme, encore moins un pouvoir de décision dans la gestion de l'entreprise locale »⁸.

La décision d'investir n'est pas spontanée car elle est réalisée selon une bonne base de calcul de rentabilité de l'entreprise et selon des facteurs appelés « facteurs déterminants » susceptibles de modifier directement ou indirectement cette décision.

C. LES DETERMINANTS DES INVESTISSEMENTS PRIVES

L'investissement des entreprises est sensible à l'incertitude et à la politique économique existant dans un pays. D'où les principaux déterminants des investissements :

⁷ CREAM, Etude sur la promotion de l'investissement à Madagascar, Volet économique : Analyse Econométrique. Cahier de recherches en Analyse Economique N°12/2008. Pages 2

⁸ CREAM, Etude sur la promotion de l'investissement à Madagascar, Volet économique : Analyse Econométrique. Cahier de recherches en Analyse Economique N°12/2008. Pages 3

1) **Anticipation de l'avenir et les préférences inter temporelles**

La décision d'investir consiste à établir une préférence inter temporelle et donc à quantifier la valeur du temps (renoncement à une satisfaction immédiate pour une satisfaction future). Le producteur choisit d'investir s'il peut obtenir avec un taux d'actualisation au moins égal au taux d'intérêt, une valeur actualisée nette positive⁹.

En période de croissance économique faible, les investissements privés diminuent. L'existence d'une prévision de demande supplémentaire est donc un préalable nécessaire à l'étude de tout projet d'investissement.

Autrement, on n'investit que si un projet ne sera estimé d'avance produire des bénéfices ou rentables. On mesure la rentabilité d'une entreprise soit par le rapport de l'excédent brut d'exploitation avec le capital fixe : EBE/CAPITAL FIXE, soit par le mode de financement de l'investissement. Dans le meilleur cas, l'entreprise s'autofinance (financement avec ses ressources propres). Les investisseurs fondent leurs décisions d'investissement sur les prévisions de rendement corrigées des risques. Les mesures de réduction des risques n'ont pas la même influence sur toutes les décisions d'investissement de chaque entreprise. En revanche, certains facteurs de risques et les lacunes de l'environnement qu'ils entraînent représentent des obstacles aux activités de l'ensemble des entreprises.

2) **Rôle des taux d'intérêt**

Le recours à l'emprunt pour financer son projet est un cas fréquent chez les entreprises mais à condition que le projet sera assuré profitable ou rentable. Dans ce cas, si les taux d'intérêts sont élevés, peu de projet d'investissement seront rentables et par conséquence, l'entreprise préférera des placements financiers avec lesquels la profitabilité sera meilleure. « Plus le taux d'intérêt réel est élevé plus le producteur est sélectif dans ses projets. »¹⁰

3) **La propension à épargner**

La propension à épargner peut être définie comme le taux d'épargne des ménages mesuré par le poids de l'épargne brute dans le revenu disponible.

Plus précisément par la formule

$$C = \text{Epargne} / \text{Revenu}$$

⁹ *Dictionnaire des sciences économiques. Alain Beitone- Antoine Cazorla- Christine Dollo- Anne. Mary Draï*

¹⁰ *Dictionnaire des sciences économiques. Alain Beitone- Antoine Cazorla- Christine Dollo- Anne.MaryDraï*

Il permet de déterminer la part du revenu non consommé par les ménages et qu'ils affectent à l'épargne. La théorie classique résout le problème du facteur dynamique de l'économie par le capital, un fond accumulé d'avance par la sage conduite des ménages qui épargne. Cela démontre l'importance de l'épargne dans la décision d'investir. Cependant, il est à noter qu'une part de revenu doit être affectée au paiement des impôts, ce qui affecte le montant de l'épargne disponible.

4) **Autres déterminants**

L'investissement est en fonction des couts des facteurs de production, en fonction des capacités d'endettements et de remboursement des dettes.

Pour les libéraux : il faut avant tout favoriser la rentabilité des entreprises pour qu'elles investissent. L'autofinancement est privilégié si c'est possible. Par conséquent, la libéralisation des marchés est encouragée parce que l'investissement public va priver les marchés d'une partie des ressources. Cela va faire augmenter les taux d'intérêts et déprimer les investissements privés. D'où, l'existence d'un effet d'éviction. Pour les keynésiens : les entreprises n'investissent que si elles anticipent une forte demande (demande effective) les agents économiques recourent aux crédits bancaire pour réaliser leurs investissements. D'où la nécessité d'un faible taux d'intérêts. Si une crise économique persiste et que l'investissement privé soit faible, l'Etat doit mener des politiques de relance à l'investissement.

Bref, l'investissement privé n'est qu'un pari sur l'avenir qui est fondé sur les prévisions d'évolution de la rentabilité et de la demande. Le mode de financement de l'investissement détermine en partie sa faisabilité. Les déterminants de l'investissement représentent ainsi un enjeu théorique et de politique économique entre libéraux et keynésiens.

D. ROLES SUR LA CROISSANCE ET LE DEVELOPPEMENT

Le progrès dans la lutte contre la pauvreté s'avère trop lent dans de nombreux pays en développement. Une accélération de la croissance économique serait très importante pour atteindre les Objectifs du Millénaire du Développement puisqu'il se trouve que le premier de ces objectifs porte sur la réduction de moitié de la pauvreté extrême. Par exemple, l'Afrique Sub-saharienne a besoin de maintenir un taux de croissance économique annuel supérieur à 7% au cours de la prochaine décennie, soit le double du cas actuel. Une amélioration des performances économiques permet d'atteindre tous les objectifs de l'OMD malgré que dans la plupart des Pays en Développement, la poussée de la croissance ne peut se faire sans une plus grande participation des populations en misère en tant que consommateurs, travailleurs et chefs d'entreprise et une augmentation de leurs capacités de production par un aménagement et un élargissement des infrastructures. Dans une économie

marchande, le secteur privé est le principal moteur de la croissance. L'investissement privé permet l'expansion et la création d'un environnement favorable à la stimulation de la croissance. C'est donc une condition préalable à la croissance économique. La conjonction entre l'entrepreneuriat et l'investissement conduit non seulement à une croissance rapide et durable mais aussi à la création d'emploi et à l'apparition de technologies nouvelles(en particulier grâce aux échanges internationaux).

Selon l'OCDE, « la mobilisation de l'investissement privé est appelé à gagner de l'importance tant pour la création d'emplois que pour l'accélération de la croissance ainsi que la lutte contre la pauvreté. Mais il faut noter également que le fait d'augmenter les capacités productives d'un pays n'est pas le seul facteur pour la croissance car il doit s'accompagner de Gains de productivité résultant de la rationalisation et de la modernisation des moyens de production »¹¹.

Les ressources nationales sont et resteront la source principale de fonds pour l'investissement privé dans les pays en développement. Ces ressources constituent en partie l'épargne qui est le moteur de l'investissement et le principal défi est bien de réorienter une épargne abondante vers des investissements de long terme.Evidemment, ces pays sont dotés d'une économie informelle beaucoup plus étendue. Par ailleurs, leurs entreprises ne sont pas toujours les mieux équipées pour faire face à la concurrence d'une économie de plus en plus mondialisée.

Les réformes institutionnelles jouent un rôle clé dans la mobilisation durable d'un surcroît d'investissement privé pour le développement.

Pour conclure, L'investissement privé est indispensable à la croissance économique, au développement durable et à la réduction de la pauvreté. Il accroît la capacité de production d'une économie, favorise la création d'emplois, contribue à l'innovation et aux nouvelles technologies et participe à l'accroissement du revenu. Mais, le problème c'est que surtout en Afrique et dans les Pays en Développement, le volume de l'investissement privé est insuffisant pour répondre aux besoins de développement. Les taux d'investissement sont beaucoup trop faibles, les gains de productivités sont insuffisants et les emplois sont pour la plupart créés dans les secteurs informels. En outre, les avantages des investissements privés dans les économies émergentes et les économies en transition sont inégalement réparti entre les secteurs et les régions. Le principal défi que doit relever les Pays en Développement concerne, donc, la réduction des risques, réels ou perçus, auxquels font face les investisseurs privés

¹¹ « L'importance de l'investissement privé pour le développement », *Revue de l'OCDE sur le développement* » 2005/2 (no 6), Ed. OCDE, ISSN 1992-0490. P 19

**PARTIE II ANALYSE DE L'ADEQUATION DU SYSTEME
BANCAIRE ET DE L'INVESTISSEMENT AU PROFIT DU
DEVELOPPEMENT**

. Introduction partielle

Compte tenu des approches théoriques sur le secteur bancaire et l'investissement et de leurs rôles dans le développement. Cette deuxième partie tentera d'apporter des éléments de réponses analytiques sur l'adéquation du système bancaire Malagasy et de l'investissement au profit du développement. Pour cela, il est en premier lieux nécessaire de connaître les limites du système bancaire face à l'investissement dans un premier temps et ensuite, d'analyser l'impact de l'orientation de crédit sur le développement de Madagascar.

Section 2 LIMITES DU SYSTEME BANCAIRE FACE A L'INVESTISSEMENT

Plusieurs éléments affectent l'orientation du système bancaire pour favoriser l'épanouissement de l'investissement. A la base de tous ces entraves réside l'asymétrie d'information. Cela conduit les banques à alourdir les règles de ratio prudentielle et des garanties afin d'alléger les conséquences néfastes de cette asymétrie d'information.

CHAPITRE I L'asymétrie d'information

La plus grande barrière à l'efficacité des crédits bancaires trouve son origine dans l'asymétrie d'information. Il y a asymétrie d'information sur un marché quand certains opérateurs détiennent des informations particulières qui ne sont pas transmises au prix des actifs sur le marché. C'est le cas où un seul des deux agents se livrant à la transaction dispose d'une information complète. Elle postule que les individus rationnels maximisent leur utilité et sont opportunistes et prêts à tricher.

L'asymétrie d'information sur un marché peut conduire :

- Soit à la sélection adverse ou anti-sélection
- Soit à l'aléa morale ou hasard moral.

Sur le marché de crédit, la sélection adverse a le plus d'effet sur l'efficacité de l'octroi de crédit.

A . La selection adverse

La sélection adverse ou l'anti-sélection se rapporte à des situations où un côté du marché, généralement le côté acheteur, est dans l'impossibilité de connaître la vraie qualité des biens devant faire l'objet d'une transaction : on parle dans ces conditions de « type caché ». Ces situations peuvent même conduire à un conflit. La sélection adverse est alors le cas où la concurrence est perturbée par le fait que seule une partie connaît effectivement la valeur du bien échangé. Le prix est un signal de la qualité. Lorsqu'il ne peut plus jouer ce signal, l'information devient biaisée. Ce terme de sélection adverse est utilisé pour montrer que l'agent victime de manque d'information risque de sélectionner uniquement les mauvais produits. Dans le cas de l'octroi de crédit, cette situation se remarque dans le rationnement du crédit : le banquier, prêteur sur le marché de crédit, ne connaît qu'imparfaitement les risques afférentes aux prêts qu'il accorde. En revanche, les emprunteurs connaissent parfaitement la probabilité de réussite de leur projet. Il y a donc une asymétrie d'information qui va provoquer une anti -sélection.

Cette situation conduit la banque à fixer des taux d'intérêts assez élevé pour se couvrir des risques de tomber sur de « mauvaises emprunteurs ». Cependant, ces taux risquent de faire fuir les « bons emprunteurs » qui mériteraient des taux d'intérêt plus faibles. De leurs parts, la demande de crédit venant des emprunteurs risqués réagissent peu à la variation du taux d'intérêt ; la banque sélectionne involontairement les emprunteurs risqués et se voit dans l'obligation d'augmenter encore ses taux. Il existe un seuil au -dessus duquel l'augmentation du risque est plus forte que l'augmentation du taux. Les intermédiaires renoncent à augmenter leur taux d'intérêt au-delà. D'où, tous les emprunteurs à haut et faible risque n'ont pas pu trouver le moyen de financer leurs projets, car le crédit a été rationné ; le marché s'est clos sans être soldé. L'asymétrie d'information, notamment l'anti-sélection conduit les banques à améliorer leurs couvertures de risque par la voie de l'application des ratios prudentielles.

B. Les principaux ratios prudentiels¹²

Les entreprises bancaires sont tenues de suivre et de respecter, principalement, quatre ratios :

1) Le ratio de solvabilité

Il établit une relation entre les fonds propres prudentiels au numérateur (le concept de fonds propres prudentiels est complexe ; il se décline à partir des fonds propres réglementaires eux-mêmes constitués des fonds propres de base et des fonds propres complémentaires) et les risques encourus par les établissements financiers. Il prend en compte des risques opérationnels (fraude et pannes de système, etc.) et des risques de marché, en complément du Risque de crédit ou de contrepartie. Ce ratio, appelé également ratio McDonough, doit être supérieur ou égal à 8 % des risques de crédits

2) Le ratio de répartition (division) des risques

Il comporte deux limites :

- une limite individuelle : aucun débiteur ne doit totaliser des engagements supérieurs à 25 % des fonds propres prudentiels de la banque ;
- une limite globale : la somme des grands risques (un grand risque est un débiteur représentant 10 % ou davantage des fonds propres prudentiels de la banque) ne doit pas dépasser huit fois les fonds propres prudentiels.

3) Le coefficient de liquidité

Tout établissement de crédit pratiquant une transformation d'échéances est par Construction, potentiellement exposé à un risque de liquidité (ou d'illiquidité) ; malgré sa structure de bilan, il doit donc s'organiser pour rester « liquide » c'est-à-dire faire face aux fuites quotidiennes (retraits, solde de compensation, transferts de devises). Le coefficient de liquidité est alors le rapport entre les éléments d'actif liquides et/ou réalisables à court terme et le passif volatil et/ou exigible à court terme ; c'est-à-dire les éléments ayant au plus un mois à courir. Mais le calcul est complexe, car les nombreux postes concernés (d'actif et de passif) sont pondérés en volume de différentes façons. Les établissements assujettis doivent, à tout moment, présenter un coefficient de liquidité au moins égal à 100 %.

4) Le coefficient de transformation

Encore connue sous le nom de coefficient de fonds propres et de ressources permanentes ; C'est le rapport entre les ressources à plus de 5 ans et les emplois à plus de 5 ans.

¹²Fascicule L'entreprise banque ITB 2^e année d'études

5) Les exigences de fonds propres à l'égard des risques de marché :

Les fonds propres doivent couvrir l'ensemble des exigences dues :

- Au titre des risques de marché sur le portefeuille de négociation (ces risques

Comprennent le risque de taux, le risque de variation de prix des titres de propriété, des risques optionnels qui y sont attachés) ;

- Au titre du risque de change et du risque sur produits de base et des risques optionnel qui y sont attachés) ;
- Au titre du risque de règlement contrepartie. Le cas échéant, ils doivent également couvrir une exigence supplémentaire résultant du dépassement des limites relatives aux grands risques.

6) Le ratio relatif aux participations

Sont regardées comme des participations celles qui confèrent au moins 10 % du Capital ou des droits de vote ou qui permettent d'exercer une influence notable ou qui ont été acquises en vue d'exercer une telle influence. Les participations ne doivent à aucun moment excéder l'une ou l'autre des deux limites suivantes :

- en ce qui concerne chaque participation, 15 % du montant des fonds propres de la banque ;
- en ce qui concerne l'ensemble des participations, 60 % des fonds propres de la banque.

C. Les garanties

Les ratios sont des garanties de fond de l'octroi de crédit. Pour alléger les effets des risques sur l'octroi de crédit, les banques appliquent également des garanties notamment les garanties réelles. La garantie réelle est un engagement qu'une entreprise met à la disposition de sa banque sous forme d'un bien mobilier ou immobilier. On distingue deux formes

1) Le nantissement

C' est l'acte par lequel le débiteur remet au créancier un bien en garantie de sa créance. Si le bien remis en garantie est meuble, on parle de gage ; s'il s'agit des revenus d'immeuble, on appelle cela l'antichrèse.

2) L'hypothèque ou sûreté réelle immobilière

L'hypothèque est une garantie coûteuse comparativement au nantissement, elle est sollicitée en couverture de crédit d'investissement. L'hypothèque se définit comme étant l'acte par lequel le débiteur accorde au créancier un droit sur un immeuble sans dessaisissement et avec publicité. Ces garanties ponctionnent l'octroi de crédit pour l'investissement par la lourdeur des couts de transaction et de conclusion du contrat d'octroi

de crédit. Cependant, elles s'avèrent inévitable compte tenue de l'importance élevée des risques de crédit.

CHAPITRE II LES LIMITES DU SYSTEME BANCAIRE MALAGASY FACE A L'INVESTISSEMENT

En dépit de l'évolution positive enregistrée ces dix dernières années dans l'intervention des banques à travers son système de crédit, l'on note toutefois à Madagascar que l'accès au crédit reste encore limité aux environs de 3 à 5% actuellement.

Plusieurs raisons peuvent être à l'origine de cette situation dont entre autres la formalité administrative, la structure du système bancaire et l'état d'esprit des agents. Néanmoins, avant d'aborder ces limites, il est important de comprendre la situation actuelle du système bancaire Malagasy.

A . ETAT ACTUELLE DU SYSTEME BANCAIRE MALAGASY¹³

Le système bancaire de Madagascar a achevé sa privatisation dans le milieu de l'année 1998. Le désengagement de l'Etat s'exprime par sa participation minoritaire dans le capital des banques. Bien que des investisseurs malgaches privés (gros et petits porteurs) soient présents dans le capital de certaine banque, on constate que tous les établissements importants sont à capitaux majoritairement étrangers.

La Banque Centrale de Madagascar recense 11 banques territoriales, 7 établissements financiers et 29 institutions de micro finance. Le grand nombre de ces dernières est dû au fait que certains réseaux ont un établissement par région (5 OTIV par exemple). Sur les 11 banques territoriales seules 4 sont des banques de dépôt comportant un réseau d'agence relativement dense et se partagent 90 % du marché bancaire. Les autres sont essentiellement des banques d'affaires ne comptant en général qu'une ou deux agences.

¹³Wikipedia 2015

1) Les banques de dépôt ouvertes aux particuliers

a) *La BFV-Société Générale*

Elle compte 45 agences dont 18 à Tananarive. Son actionnaire principal est la Société générale.

b) *La Banque Malgache de l'Océan Indien*

Elle a le réseau le moins dense parmi les quatre principales banques. Son principal actionnaire est le groupe BPCE.

c) *La Bank Of Africa Madagascar*

La BANK OF AFRICA - MADAGASCAR a été créée le 18 novembre 1999 lors de la reprise par le Groupe BANK OF AFRICA du fonds de commerce de l'ancienne Banque Nationale BTM. Son activité est celle d'une banque commerciale tous publics. Depuis sa création, elle a connu une progression constante de ses activités et de ses résultats. Elle a le réseau le plus dense dans le pays avec 83 agences et un Centre d'Affaires.

d) *La Banque National de l'Industrie*

Elle compte 38 agence dont 16 à Antananarivo. Ancienne filiale du groupe Crédit agricole, la banque est depuis 2014 majoritairement détenue par le groupe Indian Océan Financial Holding Limited.

La plupart des agences de ces quatre banques disposent de distributeurs acceptant les cartes Visa. Les distributeurs des banques BNI et BFV-SG acceptent les cartes Mastercard.

2) Les banques d'affaires

- La Mauritius Commercial Bank (Madagascar) SA, filiale de la Mauritius Commercial Bank (Maurice) ;
- SBM Madagascar, filiale de la State Bank of Mauritius (Maurice) ;
- BGFI Bank Madagascar, filiale du groupe gabonais homonyme;
- BM Madagascar (Banque des Mascareignes Madagascar), autre filiale du groupe BPCE. La cinquième banque, la Banque industrielle et commerciale de Madagascar (BICM), dont l'actionnaire principal est Gahood Holding Company (Hong Kong), a dû fermer en 2014 à la suite d'une décision de la Commission de supervision bancaire et financière (CSBF).

3) Le microcrédit

- Première agence de Microfinance (PAMF, issue de l'Aga Khan Development Network - AKDN) ;
- Le Réseau CECAM (Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuels) réseau mutualiste ;
- Les OTIV (OmbonaTahirylfampisamborana Vola), réseaux mutualistes ;
- Et une dizaine d'autres organismes mutualistes ou non.

À signaler l'existence de la Caisse d'Epargne de Madagascar (CEM) dont l'activité se cantonne actuellement à l'épargne mais qui envisage dans sa « vision 2012 » d'offrir d'autres services (comptes de dépôt à vue, prêts...).

Tableau 1 : PART DES MARCHES DES BANQUES EN POURCENTAGE

Raison social	Total bilan	Total crédits	Total dépôts
BNI- CL	28.80	24.30	28.10
BOA	25.20	24.0	26.70
BMOI	21.20	20.0	21.60
BFV- SG	15.00	18.30	14.60
UCB	6.00	7.70	5.20
SBM	3.20	5.60	3.40
MCB	0.50	0.10	0.40

Source : Banque Centrale de Madagascar 2004

On remarque une grande prédominance des banques de dépôt dans le système bancaire de Madagascar, en effet ; ces banques détiennent une grande majorité du capital du système bancaire Malagasy et leurs taux d'épargne restent élevés par rapport à l'autre type. Néanmoins, on remarque une émergence croissante des Institutions de Micro finance depuis quelques années. Leur influence sur l'octroi de crédit reste très limitée vu qu'elle trouve une grande partie de leur ressource auprès des banques de dépôt.

B. LES INDICATEURS DE L'INFLUENCE DU SYSTEME BANCAIRE ET DE L'INVESTISSEMENT PRIVE DANS L'ECONOMIE

Le professeur Ros Levine¹⁴ a tenté de démontrer l'importance de l'intervention du gouvernement dans le secteur financier. Il a pu montrer dans son analyse quatre indices (ou

¹⁴ « Madagascar : le système financier à l'aube de XXIème siècle » ; CEE-JFK school of gouvernement ; Novembre 2000 ; Chapitre 1 ; p 4

indicateurs) de maturité du secteur financier. Notamment L'indicateur « PROFONDEUR », L'indicateur « BANQUE », L'indicateur « PRIVE » et L'indicateur « PRIVY ». Sur ces indicateurs, deux sont constaté le plus liée à l'investissement ; ce sont entre autre l'indicateur « PRIVE » et L'indicateur « PRIVY » deux autres indicateurs aussi permet de faire cette analyse, il s'agit entre autre de L'intensité financier et du taux d'épargne intérieur brute.

1) L'indicateur « PRIVE »

Cet indicateur mesure la part du secteur privé dans le crédit intérieur et donne le ratio du crédit alloué aux entreprises privées, à l'exclusion des entreprises d'Etat, par rapport au crédit intérieur total net au crédit octroyé aux banques.

2) L'indicateur « PRIVY »

Quant à lui, il mesure l'importance du crédit au secteur privé dans l'économie, dans son ensemble, et donne le ratio du crédit aux entreprises privées par rapport au PIB.

3) L'intensité financier :

On l'utilise pour mesurer le développement du secteur financier d'un pays. Il existe une relation étroite entre l'intensité financière, l'efficacité de l'investissement et la croissance économique. Dans les pays où le système financier est plus intense, la productivité des investissements est sensiblement plus élevée.

4) Le taux d'épargne intérieur brute :

C'est l'indicateur qui indique le niveau de l'épargne du pays et qui contribue à l'investissement. Cette épargne globale provient des ressources intérieures que sont l'épargne publique et l'épargne privé, sans oublier l'épargne qui provient de l'étranger. Leine dans son étude sur un échantillon de 77 pays au cours de la période 1960-1969 ; trouve des corrélations substantielles entre les quatre indices de maturité et la moyenne de trois indicateurs de croissance que sont : La croissance du PIB réel par habitant ; La croissance du Capital national réel par habitant et la croissance de la productivité définie comme étant la croissance du PIB réel par habitant moins la croissance du Capital Multiplié par 0,3.

C. Analyse des indicateurs « PRIVE » et « PRIVY » sur le cas de Madagascar

1) L'indicateur « PRIVE »

De 2001 en 2006, on a remarqué que le niveau de l'indicateur PRIVE est assez élevé à Madagascar, supérieur à celle de la moyenne des pays pauvre (supérieur à 0.47). En 2001, l'indicateur PRIVE est passé de 0.64 et pour l'année suivante, il a connu une régression

(0.574 en 2002). Cette baisse est causé par la diminution des crédits alloués aux entreprises privés (486,577 ; 465,678 ; 530,658 pour les trois années respectives 2001, 2002, 2003). A partir de l'année 2004, l'indicateur PRIVE se met à monter et à descendre. En 2006, il est enregistré à un niveau de 0.839.

Tableau 2. Evolution de l'indicateur « prive » (en milliards d'ariary)

Année	Crédit alloué aux entreprises privées			Crédit interne	PRIVE
	CT	MT	LT		
2001	379,614	106,963	486,577	760,649	0,640
2002	366,745	98,933	465,678	811,205	0,574
2003	410,09	120,568	530,658	967,858	0,548
2004	508,3	185,144	693,444	809,213	0,857
2005	648,031	195,125	843,156	989,896	0,852
2006	747,445	245,267	992,712	1182,779	0,839

Source: bulletin d'information et statistique de la Banque centrale de Madagascar

2) L'indicateur « PRIVY »

Le système financier contribue à la croissance réelle par l'intermédiaire des crédits alloués aux entreprises privées du fait que l'allocation de ces crédits sont soumis à des normes comme vue plus haut ; de plus, ça aide les entreprises dans la gestion des risques, mobilise l'épargne et facilite les transactions.

L'indicateur PRIVY est très faible à Madagascar. Pendant ses six années, le niveau de l'indicateur ne dépassait pas la moyenne pour les pays très pauvres qui est de 0.13. Ceci montre qu'à Madagascar où le revenu est faible, la part de crédit alloué aux entreprises privé est encore faible par rapport au PIB

Tableau 3: Evolution de l'indicateur « privy » (en milliards d'ariary)

Année	Crédit alloué aux entreprises privées	PIB au prix du	PRIVY
-------	---------------------------------------	----------------	-------

	CT	MLT	TOTAL	marché	
2001	379,614	65,79	445,404	5969	0,075
2002	366,745	60,366	427,111	6008	0,071
2003	424,832	83,881	508,713	6779	0,075
2004	537,088	133,972	671,06	8156	0,082
2005	689,337	151,529	840,866	10095	0,083
2006	747,445	245,267	992,712	11781	0,084

Source : bulletin d'information et statistique de la Banque centrale de Madagascar

Cette faiblesse rend le système Malagasy inefficace dans son rôle de promoteur de l'investissement. Nombreuses sont les origines de la faiblesse de ces indicateurs. Il y a notamment les problèmes de formalité administratives et les problèmes liés au structure du système bancaire

D. Les origines de la faiblesse des indicateurs

1) Les problèmes de formalité administratives

Les petites entreprises en pleine essor actuellement sont en majorité par le phénomène d'informalité juridique. D'une part la lourdeur des procédures administratives à la formalisation de ces petites entreprises et l'obligation pour ces entreprises à couvrir les impôts et taxes liés à leurs activités qui sont cependant assez élevé par rapport aux revenus de leurs activités. D'autre part, les problèmes du droit de propriété notamment en matière de foncier contraint les banques à restreindre le financement des projets de ces Petites Entreprises. En effet, l'acquisition des terrains s'avère difficile à cause de la lourdeur administrative. De 1896 à 2009, moins d'1/10^e du territoire a été immatriculé, en raison notamment de la complexité des procédures (20 étapes), du coût élevé et du long délai de l'acquisition des titres. Par ailleurs, un très grand nombre de terrains est maintenu dans un statut obsolète ou ambigu qui ne permet ni l'attribution de titres individuels ni la délivrance de certificats aux paysans qui souvent ont vécu sur ces domaines depuis des décennies. Il s'agit de terrains titrés au nom de colons qui ont quitté Madagascar depuis de nombreuses années, des concessions coloniales, des « réserves indigènes », des zones d'aménagement foncier, des anciennes opérations cadastrales inachevées... Le flou entretenu par ces anciens statuts hérités de l'époque coloniale est particulièrement propice au déclenchement de conflits dont les paysans sortent rarement gagnants.

2) Les problèmes liés au structure du système bancaire

Comme vue dans la première partie, les banques implantées à Madagascar sont des filiales des banques étrangères, essentiellement européennes et qui sont des banques commerciales et non des banques de développement disposant de capitaux importants permettant au pays d'accueil d'investir dans les industries lourdes qui constituent un levier pour le développement économique du pays. Ces banques commerciales étrangères interviennent essentiellement dans le secteur tertiaire (financement du commerce). Le coût d'intervention sous forme de financement est généralement élevé (à plus de 20%). Ce qui pénalise la rentabilité de l'entreprise dont la marge bénéficiaire se situe entre 3 à 5%. Les taux d'intérêt exorbitant pénalisant étouffe à terme l'entreprise et ne lui permet de dégager un cash-flow suffisant lui permettant d'investir dans les appareils de production tels que les machines industrielles, les matériels roulants et l'immobilier.

a) Raréfaction des financements bancaires dans les zones enclavées

La faible présence des banque dans les zones reculées qui sont en majorité des zones rurales sanctionne la volonté d'investir et de se procurer des crédits dans ses zones. Comme précisé dans les pages précédentes, les banques n'octroient de crédits qu'aux clients qu'elles jugent solvables. De ce fait, vu l'accroissement exponentiel des échanges mondiaux due à la baisse des barrières tarifaires, ce sont plutôt les gens du secteur tertiaire qui bénéficient le plus des services bancaires (fonctionnaires, salariés, entreprises,...) à raison de leur mouvement de compte assez régulier et de leur emploi stable. La majorité des banques primaires s'entassent dans les centres villes. Ce sont en effet les entreprises de micro finances qui essaient de combler cette absence de banque dans les zones enclavées. Cependant, la situation de Madagascar en tant que pays à vocation agricole dont environ 80% de la population sont des paysans, implique la nécessité beaucoup plus grande des intermédiaires financiers dans les zones rurales. Or, la capacité financière des Institutions de Micro finance restent très faible.

b) La politique en matière de taux d'intérêt

La mission primaire de la Banque Centrale de Madagascar (BCM) est de veiller à la stabilité interne et externe de la monnaie. Afin de maîtriser la croissance de la masse monétaire, la Banque Centrale définit un objectif intermédiaire qui est l'ensemble de ses avoirs extérieurs et de ses crédits intérieurs, ensemble qui est appelé base monétaire. La réalisation de cet objectif permet de limiter la création monétaire de la Banque Centrale et la liquidité bancaire. Le contrôle de l'expansion de la liquidité bancaire (Encaisses des banques et dépôts des banques auprès de la Banque Centrale), considérée comme la source d'expansion des crédits intérieurs des banques primaires, joue un rôle important dans la limitation de leur capacité de création monétaire (Monnaie scripturale). Ses instruments d'intervention en sont au nombre de 3 dont l'encadrement de crédit, les réserves obligatoires et le taux directeur. Le but ici est de maitriser l'effet de la masse monétaire sur le

système de prix ; plus précisément la maîtrise de l'inflation. Cependant, l'octroi de crédit génère une création monétaire. La Banque Centrale, par le biais du taux directeur, en situation de crise comme vit actuellement notre pays, ou on a enregistré un accroissement considérable de l'ensemble des prix, la Banque Centrale pourrait limiter la création monétaire. Cependant, si le taux directeur augmente, les banques se trouvent contraintes d'augmenter leurs taux d'intérêt, décourageant ainsi l'investissement comme vu dans la première partie. A ajouter à cela aussi, il y a le gap élevé entre le taux d'intérêt débiteur et créateur qui décourage les agents économiques à s'introduire dans le système bancaire.

c) La compétence des personnes

L'exigence accrue du métier n'est évidemment pas assumée de manière uniforme par les équipes de conseillers d'une banque. Cette difficulté à maîtriser l'intégralité de la gamme, techniquement mais aussi commercialement, pour présenter de manière adéquate les produits, se retrouve également face à la difficulté à maîtriser l'ensemble d'un fonds de commerce. La plupart des chargés d'affaires, quel que soit le marché, travaillent un petit nombre de clients qui sont bien connus et avec lesquels le relationnel est bon. La difficulté principale réside dans le fait de devoir réussir à faire sortir le conseiller de ce petit cercle de clients, pour en contacter d'autres, plus distants et au potentiel inconnu. Autre point d'évolution sensible, la notion de pilotage du risque est de plus en plus « déléguée aux outils » : notations de risque, « Bâle II », score... Cette dissociation du rôle du conseil est de plus en plus marquée. L'analyse complète d'une entreprise est de plus en plus le rôle d'analystes qui complètent l'approche commerciale. En ce sens, la culture de la performance commerciale est omniprésente. Le conseiller ne peut plus maîtriser tout seul les aspects techniques ou de risque. Il s'appuie fréquemment sur des outils ou des spécialistes. La spécialisation des métiers qui assistent, sur demande, le conseiller clientèle apparaît comme un modèle inévitable, capable de répondre à la complexité croissante du conseil bancaire.

d) La fuite de l'épargne

La structure de l'économie de Madagascar comme étant un pays pauvre, implique un niveau de connaissance assez faible chez certains agents économiques. Ce qui explique la quantité élevée d'épargne qui échappe au système bancaire à cause des thésaurisations. En effet, les producteurs qui se trouvent dans les zones rurales se procurent un niveau assez élevé de revenu pour épargner mais il ne les insère pas dans le système financier mais préfère les thésauriser. Ce phénomène s'explique par le niveau d'alphabétisation et le niveau de connaissance du système bancaire très faible.

Section 2 ANALYSE DE L'EFFET DE L'ORIENTATION DE CREDIT SUR L'INVESTISSEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR

CHAPITRE I Etude de la situation de l'octroi de crédit à terme et par secteur

A. L'octroi de crédit à terme

Le tableau suivant montre l'évolution de l'octroi de crédit à terme de Madagascar pendant la période 2003 à 2006

Année	CREDIT ALLOUE AUX ENTREPRISES PRIVEES					EVOLUTION ANNUEL EN POURCENTAGE
	CT	%	MLT	%	TOTAL	
2003	424,832	83.51	83,881	16.49	508,713	19.11
2004	537,088	80.03	133,972	19.97	671,06	31.91
2005	689,337	81.98	151,529	18.02	840,866	25.30
2006	747,445	75.29	245,267	24.71	992,712	18.06

(Source : bulletin d'information et statistique de la Banque centrale de Madagascar)

D'un point de vue globale, on remarque une évolution soutenue de l'octroi de crédit globale sur la l'ensemble de la période, atteignant presque son double (95.14%) en fin de période c'est-à-dire en 2006. Le crédit total est largement dominé par le crédit à court terme ; ce dernier compose au moins les 80% des crédits total octroie par les banques de 2003 à 2005. Cette domination reste néanmoins en légère régression dans tout l'ensemble de la période. Le crédit à long terme de son côté évolue faiblement et en 2006, il progresse de 6.69% par rapport à l'année 2005 passant de 151.529 Milliard à 245.267 Milliard d' Ariary.

B. L'octroi de crédit par secteur d'activité

Les banques octroient largement de crédit aux secteurs qui sont les plus prospères dans l'économie. En effet, ces secteurs sont à faible risque et ont une grande capacité de remboursement. Pour mieux comprendre l'impact de l'orientation de crédit sur l'investissement et la croissance

économique, il est nécessaire d'étudier cas par cas l'octroi de crédit bancaire selon le terme et par secteur

1) OCTROI DE CREDIT A COURT TERME PAR LES BANQUES

Le tableau ci-après représente l'évolution de l'octroi de crédit à court terme par secteur d'activité dans la période de 2002 à 2006

Tableau 4: Répartition des crédits à court terme par secteur d'activité

ANNEE/ SECTEUR	2002	2003	2004	2005	2006
SECTEUR PRIMAIRE	87601	119668	94339	113106	158023
SECTEUR SECONDAIRE	115887	132381	228079	274444	298415
SECTEUR TERTIAIRE	138738	141715	166454	208362	239794

Source : Banque Central de Madagascar

Le secteur secondaire et le secteur tertiaire dispos d'un surplus en termes de crédit à court terme par rapport au secteur primaire. Le secteur tertiaire rappelons-le se compose des activités commerciales et des services ont bénéficié de l'essor mondiale des externalisation de service et de l'accroissement rapide des échanges entre les pays. Ce qui justifie son degré de rentabilité et la confiance des banques aux entreprises du secteur. De plus, les activités commerciales ne nécessitent pas toujours des investissements à très long terme vu la possibilité d'obtenir rapidement des résultats par rapport au deux autres secteurs. Le secteur secondaire de son côté bénéficiant de la politique de développement mis en place par l'Etat a remarqué une croissance important de son niveau de crédit à court terme. il croit de 72.29% entre la période de 2003 à 2004. Pour la période restante, sa croissance ne dépassera plus les 20%. En effet, la politique orienté vers la favorisation des PME a entraîné un accroissement important des activités de l'activité des industries manufacturières.

2) OCTROI DE CREDIT A LONG TERME PAR LES BANQUES

Le tableau suivant montre l'évolution de l'octroi de crédit à long terme par secteur d'activité

Tableau 5 : Répartition des crédits à long terme par secteur d'activité

ANNEE/ SECTEUR	2002	2003	2004	2005	2006
SECTEUR PRIMAIRE	10 462	9862	11590	1816	988

SECTEUR SECONDAIRE	13139	17 837	29 435	26 941	27281
SECTEUR TERTIAIRE	12691	7352	6713	6018	6138

Source : Banque Central de Madagascar

Ici encore, c'est le secteur secondaire qui bénéficie le plus des crédits à long terme. En 2006, sa part par rapport au total des crédits alloués aux 3 secteurs est de 79.29%.

CHAPITRE II Étude de la situation du taux de croissance économique

A . Le taux de croissance économique globale

La période de 2002 à 2006 est une période prospère à l'économie Malagasy compte tenue de la stabilité politique qui régnait dans le pays durant cette période. On peut alors tirer des constatations beaucoup moins biaisé de l'évolution du taux de croissance économique.

Le tableau ci-après illustre l'évolution du taux de croissance globale durant la période

Tableau 6 : Taux de croissance économique (TCE)

Année	2003	2004	2005	2006	2007
TCE	9,8	5,3	4,6	5	6,2

Source : MECI (Ministère de l'Economie, de Commerce et de l'Industrie)

Le taux de croissance économique est en légère évolution sur l'ensemble de la période ; la baisse de 4.5% entre la période 2003 à 2004 est due à ce que l'économie Malagasy sortant de la crise de 2002 est en reprise et ce qui lui a permis d'atteindre cette croissance de 9.8% en 2003. La croissance bien que légère est maintenue sur l'ensemble de la période.

Pour apporter plus de précision à la situation du produit intérieur brute ; il est nécessaire de connaître la répartition de son évolution par secteur d'activité.

B. Evolution de la contribution des 3 secteurs d'activités à la croissance économique

Le tableau ci –après illustre l'évolution de la production intérieure brute autour de la période 2002 à 2006.

Tableau 7 : Répartition du PIB par secteur d'activité (en %)

ANNEE	SECTEUR PRIMAIRE	SECTEUR SECONDAIRE	SECTEUR TERTIAIRE
2002	29.8	13.6	51.3
2003	26.8	14.1	51.6
2004	26.2	14.5	51.0
2005	25.7	14.3	51.4
2006	25.2	14.7	52.4

Source : Direction des Statistiques Economiques, Instant

On constate de par ce tableau que le secteur tertiaire contribue le plus à la croissance du PIB par rapport aux deux autres secteurs. Le secteur primaire se place en deuxième rang dans sa contribution au produit intérieur brut. L'image reste la même sur l'ensemble de la période. Pendant toute l'ensemble de la période étudiée, la part du secteur primaire dans le PIB est en diminution. Cela passe de 29.8% en 2002 à 25.2% en 2006. On peut dire alors qu'il y a une perte d'influence de ce secteur sur l'économie et une diminution de la production agricole globale. Cela peut se justifier par l'exode rural et la perte de fertilité des terres. Cela peut aussi se justifier par l'accroissement de l'insécurité dans les zones rurales entravant fortement le développement de la production. Au contraire, on remarque un accroissement bien que faible mais important de la part du secteur tertiaire dans la constitution de la production intérieure brute. Elle passe de 51% en 2002 à 52.4% en 2006.

Pour le secteur secondaire, sa part dans la production intérieure brute est en très légère évolution, passant de 13.6% en 2002 à 14.7% en 2006

CHAPITRE III L'impact de l'orientation de crédit sur l'investissement et le développement de Madagascar.

A. Effet de l'orientation sectorielle

1) Le secteur tertiaire

On a vu précédemment que c'est le secteur tertiaire qui contribue le plus à la croissance du PIB. Ceci se justifie en premier lieu par l'accroissement rapide des volumes d'échanges mondiaux et la forte demande en bien d'importation dans l'économie Malagasy. En effet, le tissu productif de Madagascar est encore très faible et ne permet pas la production de bien de produit notamment les produits de nouvelle technologie. Ce qui favorise l'accroissement de l'entrée des biens d'importation dans le territoire nationale. En deuxième lieux, il y a l'essor important des sociétés offshores qui externalisent les services notamment en matière de communication et d'information de la grande société étrangère.

Ce secteur se trouve en seconde lieux en matière d'octroi de crédit à court terme en proportion à peu près égal à celui du secteur secondaire car le besoin de financement de ce secteur se situe dans l'obtention de fond pour l'importation et ces fonds sont majoritairement empruntés dans un court délai. Cela justifie aussi son troisième position au niveau de l'octroi de crédit à long terme. En effet, les entreprises de ce secteur ne nécessitent pas d'un fond très important pour la création. Les sociétés commerciales et de services contrairement aux entreprises industrielles n'a pas besoin de faire d'investissement important en terme de machine ou de moyen de production, leurs plus grands domaine d'investissement réside dans l'investissement immobilier.

Le secteur primaire

Le secteur primaire se trouve en deuxième position de son apport au PIB, bien que ce secteur soit encore à forte potentiel vu que Madagascar dispose encore d'une vaste surface cultivable dans toutes les régions et un climat favorable à certains produits agricoles d'importation. De plus, les besoins en terme de produit agricole de consommation est encore élevé compte tenue de la situation d'insécurité alimentaire qui frappe un nombre important des Malagasy mais aussi l'insuffisance de la demande sur le marché intérieur qui conduit les prix à un niveau très élevé. Cette insuffisance aussi conduit les opérateurs économiques à accroître leurs importations de produits alimentaires, ce qui pèse sur la balance commercial de l'économie Malagasy et ponctionne fortement la valeur de la monnaie nationale. Cependant ; ce secteur est le moins bénéficiaire de crédit que ce soit à long ou à court terme. Sa part dans

le crédit à court terme est très faible. Sa part dans le crédit à long terme pour 2005 est de 5.2% et cela a diminué à 2.8% en 2006. Le risque encouru élevé en matière d'emprunt dans les zones rurales justifie ce faible développement. Trois principaux faits sont la cause de ce risque élevé

a) La manque d'éducation

Le problème de l'éducation se trouve en premier lieux car les paysans ne disposant pas de connaissance suffisante en matière de banque et de crédit hésitent à se tourner vers ce secteur pour développer leurs activités. Les banques de leurs coté hésite à emprunter par peur que les paysans en difficulté dans la gestion de ses avoir ne puisse recouvrir les fonds emprunté.

b) L'instabilité foncière

La législation et l'encadrement foncière à Madagascar est un des plus grands freins de la sécurisation des investissements. Il touche notamment le secteur rural car bon nombre de paysan ne dispose pas d'acte légal de propriété de leurs terres, ce phénomène augmente fortement les risques encourus par les banques et les empêche d'octroiera de crédit à ces paysans.

c) L'insécurité

C'est le plus grand problème de l'investissement en zone rural car l'insécurité augmente fortement les risques de non recouvrement couru par les banques. En effet, une personne ayant obtenu crédit auprès d'une banque dans une zone rurale à un risque important de ne pouvoir employer ce crédit obtenu par cause de braquage par les bandits dès l'obtention de ce crédit. Il court aussi le risque d'acheter les biens d'investissement et de les utiliser mais au final ne peuvent pas profiter des produits obtenu car les bandits volent même dans les champs.

2) Le secteur secondaire

Ce secteur domine l'octroi de crédit que ce soit à long ou à court terme. En effet, c'est l'industrie qui nécessite le plus une quantité importante d'investissement. Que ce soit à sa création avec l'accaparement de machine de production, de technologie et d'infrastructure ou en cours d'activité avec l'élargissement des unités de production afin d'accroître ou d'améliorer la production. Bref, les entreprises industrielles au cours de leurs existences ne peuvent se passer des organismes bancaires et financiers pour financer leurs activités.Or, l'industrialisation à Madagascar reste encore dans un état embryonnaire. Son développement est entravé par de multiple raison telle que le retard par rapport aux autres pays, la concurrence des produits d'importations ou encore le retard en terme de main d'œuvre et de savoir-faire. Bref, le développement industriel reste encore un processus long et complexe.

B. Effet de l'orientation à terme

Le crédit à long terme permet l'obtention de fond d'investissement, de renouvellement ou de création d'unité productif. Cet investissement permet d'accroître la production et conduit alors à la croissance du PIB. On a cependant remarqué que la part de crédit total alloué au crédit à long terme est très inférieur par rapport au crédit à court terme qui lui ne provoque pas généralement d'accroissement de la production intérieure mais dérive vers la croissance de l'importation. Compte tenu de grand potentiel que détiennent le secteur primaire et la présence d'une demande encore élevée en matière de produit de ce secteur, le manque de financement freine considérablement l'épanouissement de ce secteur. En effet, les crédits à court termes sont généralement des crédits à la consommation. Or, les personnes qui peuvent s'octroyer de ces crédits sont en majorité ceux qui sont dans une situation d'emploi stable et capable de rembourser leurs crédits. Or, on sait que 70% des malagasy vivent en dessous des seuils de pauvreté et la population Malagasy est une population vivant dans les zones rurales. Ils n'inspirent donc pas confiance à la banque du fait de leur situation professionnelle instable. Cependant, les personnes ayant des emplois stables et qui peuvent bénéficier de ces crédits à court terme sont les potentiels épargnants. Or, ils sont incités à faire des crédits à la consommation par les offres proposées par les banques et leurs revenus non consommés sont orientés vers le remboursement des dettes au lieu d'être épargnés.

Conclusion partielle

En bref ; le niveau de crédit alloué par le système bancaire d'un point de vue générale est limité par les risques de non recouvrement. Ce risque conduit à un accroissement du taux d'intérêt creusant un gap très important entre le taux d'intérêt débiteur et créditeur des banques. Cette situation explique la part faible de crédit bancaire dans l'économie. Outre les risques, la structure même du système bancaire pose problème car diverses raisons empêchent certaines populations qui sont des épargnants potentiels ou des agents économiques en besoin de financement à profiter des services bancaires. Ces diverses raisons justifient la structure de l'octroi de crédit qui se tourne en majorité vers le crédit à court terme et vers les secteurs tertiaire qui ne produit pas de produit finis ou consommable.

CONCLUSION GENERALE

Le développement du système financier est une étape importante et indispensable dans le développement d'un pays. La révolution industrielle même ne s'est fait sans tout d'abord une révolution fiduciaire et la naissance de grands organismes financiers. Dans les pays en développement comme Madagascar, le système bancaire est l'intermédiaire financier le plus influent compte tenue de la faiblesse ou l'inexistence d'autre formes d'intermédiation financière. Le système bancaire Malagasy est un système hérité de l'époque coloniale. L'échec de modification et de planification des activités bancaires mis en place à l'époque du socialisme a conduit à la libéralisation des activités bancaires et au non intervention de l'Etat sur les décisions de celui-ci. L'exemple des pays émergents tel que l'Inde et des pays industrialisés avec leurs grandes banques d'investissements nous montre que pour avoir un développement de la production, il faut mettre en place une politique financière favorisant l'octroi de crédit à long terme et garantissant la détention de liquidité suffisante par les banques. Cependant, la situation de sous-développement de Madagascar augmente fortement les risques encourus par les banques en matière de crédit. Ceci les amène à appliquer des règles prudentielles importante et d'exiger plus de garantie. Cela conduit à la hausse le taux d'intérêt et creuse un gap profond entre le taux débiteur et créateur. De plus, cela amène les banques à proposer des produits de crédits orienter vers les domaines moins risqué tel que le crédit à la consommation. Or, ces domaines contribue peut à l'accroissement de la production Nationale. Ils sont plus tournés vers l'importation et cela accroît le déficit de la balance commerciale. Dans le système de crédit actuel, le secteur secondaire qui a encore un grand potentiel de production et un besoin en produit de ce secteur encore très important reste peu développé du fait que ce secteur est le moins bénéficiaire de crédit. Cela est dû à de nombreuses raisons. La question qui se pose ici est donc, quelle politique doit être appliquée pour amener le crédit à ce qu'il favorise l'investissement productif par le crédit à long terme et le développement du secteur agricole avec ses grands potentiels ?

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	i
REMERCIEMENT.....	ii
GLOSSAIRE.....	iii
LISTE DES ACCRONYMES.....	iv
LISTE DES TABLEAUX.....	v
INTRODUCTION GENERALE	1
PARTIE I GENERALITE SUR LE SYSTEME BANCAIRE ET L'INVESTISSEMENT PRIVE	2
Section 1 LE SYSTEME BANCAIRE	3
CHAPITREI LE SYSTEME BANCAIRE EN GENERAL.....	3
A . DEFINITION	3
B . Type de banques	4
C . Le rôle du système bancaire dans la croissance et le développement	6
CHAPITREII LE SYSTEME BANCAIRE MALAGASY	10
A . Historique des banques malgaches.....	10
B . la situation des banques malagasy avant la privatisation	11
C . La situation des banques malagasy après la privatisation	12
Section 1 L'INVESTISSEMENT	13
CHAPITREI GENERALITES	13
A . Définition.....	13
B . Classification des investissements.....	14
C . LES DETERMINANTS DES INVESTISSEMENTS PRIVES.....	16
D . ROLES SUR LA CROISSANCE ET LE DEVELOPPEMENT.....	18
PARTIE II ANALYSE DE L'ADEQUATION DU SYSTEME BANCAIRE ET DE L'INVESTISSEMENT AU PROFIT DU DEVELOPPEMENT.....	20

Section 2	LIMITES DU SYSTEME BANCAIRE FACE A L'INVESTISSEMENT	21
CHAPITREI	L'asymétrie d'information	21
A .	La selection adverse	22
B .	Les principaux ratios prudentiels	23
C .	Les garanties	24
CHAPITREII	LES LIMITES DU SYSTEME BANCAIRE MALAGASY FACE A L'INVESTISSEMENT.....	25
A .	ETAT ACTUELLE DU SYSTEME BANCAIRE MALAGASY	25
B .	LES INDICATEURS DE L' INFLUENCE DU SYSTEME BANCAIRE ET DE L' INVESTISSEMENT PRIVE DANS L' ECONOMIE.....	27
C .	Analyse des indicateurs « PRIVE » et « PRIVY » sur le cas de Madagascar	28
D .	Les origines de la faiblesse des indicateurs.....	30
Section 2	ANALYSE DE L'EFFET DE L' ORIENTATION DE CREDIT SUR L' INVESTISSEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR	33
CHAPITREI	Etude de la situation de l' octroi de crédit à terme et par secteur	33
A .	L' octroi de crédit à terme	33
B .	l'octroi de crédit par secteur d' activité	33
CHAPITREII	étude de la situation du taux de croissance économique.....	35
A .	le taux de croissance économique globale.....	35
B .	Evolution de la contribution des 3 secteurs d' activités à la croissance économique ..	36
CHAPITREIII	l' impact de l' orientation de crédit sur l' investissement et le développement de Madagascar. 37	
A .	Effet de l' orientation sectorielle.....	37
B .	Effet de l'orientation à terme.....	39
CONCLUSION GENERALE.....		40
BIBLIOGRAPHIE.....		vi

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrage :

- Cf. ZERAH D., l' économie par les textes, Rosny, Bréal, Collection « les déterminants de l' économie» Page21
- Philippe GARSUAULT ; « La banque : fonctionnement et stratégie » ; Edition CFPB ; p 2
- KING G. ET LEVINE R., 1993, « Finance and Growth: Schumpeter Might Be Right », Quarterly Journal of Economics, n°108,
- LEVINE R., 1997, « Financial Development and Economic Growth: Views and Agenda », Journal of Economic Literature, n°35
- BENCIVENGA ET SMITH, 1991, « Financial Intermediation and Endogenous Growth », Review of Economic Studies, n°2, pp. 195-209.
- CREAM, Etude sur la promotion de l'investissement à Madagascar, Volet économique : Analyse Econométrique. Cahier de recherches en Analyse Economique N°12/2008. Pages 2
- Dictionnaire des sciences économiques. Alain Beitone- Antoine Cazorla- Christine Dollo- Anne. Mary Draï
- « L'importance de l'investissement privé pour le développement », Revue de l'OCDE sur le développement » 2005/2 (no 6), Ed. OCDE, ISSN 1992-0490. P 19
- Fascicule L'entreprise banque ITB 2è année d'études
- « Madagascar : le système financier à l'aube de XXIème siècle » ; CEE-JFK school of gouvernement ; Novembre 2000 ; Chapitre 1 ; p 4

Revue

Redaction de Midi Madagasikara du 10 décembre 2015

Rapport

« Rapport CSBF (Commission de Supervision Bancaire et Financière) 2000» ; p 26

WEBOGRAPHIE